



■ **République Française**  
Département de l'Oise  
Arrondissement de Senlis  
Ville de Creil

Envoyé en préfecture le 09/03/2018

Reçu en préfecture le 09/03/2018

Affiché le 09/03/2018

SLO

ID : 060-216001743-20180308-ARRG180309001-AR

■ **Arrêté du maire 2018-098**

Mise en demeure relative au groupement d'établissements sis dans la copropriété 1 rue du Mégret / 18 rue Gérard de Nerval à Creil (type V/M/PS ET N 2<sup>ème</sup> catégorie)- Cabinet AJ ASSOCIES, administrateur judiciaire de la copropriété.

Le maire de Creil,

- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- Vu le décret n°83-1025 du 28 novembre 1983 modifié concernant les relations entre l'administration et les usagers,
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-2, L2213-1 à L2213-5,
- Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles R123-27 et R123-52,
- Vu le code de l'urbanisme,
- Vu l'avis défavorable émis par la commission communale de sécurité pour les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public en date du 14 février 2018,

■ **Considérant :**

-L'avis défavorable émis par la commission communale de sécurité pour les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public en date du 14 février 2018, ladite commission ayant réalisé une analyse du risque encouru dans la copropriété sise 1 rue du Mégret/18 rue Gérard de Nerval à Creil :

(...)En parallèle des manquements en matière d'isolement des différents établissements composant ce bâtiment, entraînant de fait un **risque important de propagation d'incendie** tant sur un même niveau que sur plusieurs niveaux, la commission de sécurité n'a été destinataire d'aucun rapport de vérification des installations techniques.

Ainsi et compte tenu de l'état de vétusté de certaines d'entre elles, le risque d'éclosion d'un incendie ne peut être écarté. Lié à ce risque, seul le personnel d'un magasin a suivi une formation à la conduite à tenir face à un incendie, ce qui laisse penser que l'évacuation du bâtiment ne pourra se réaliser d'une manière ordonnée. Cet état de fait est conforté par l'absence d'équipement d'alarme incendie dans l'ensemble des commerces (...), dans le parc de stationnement, ainsi que dans les locaux de l'association culturelle turque de Creil. La mosquée quant à elle, dispose de trois équipements d'alarme de type 4 non reliés entre eux.

Ainsi, l'alarme générale dans le bâtiment ne pourra avoir lieu lors de tout début d'incendie, ce qui aura pour conséquence d'entraîner un mouvement de panique de la part des occupants qui ne pourront être avertis de la nécessité d'évacuer le bâtiment.

Ce mouvement de panique sera accentué par la non-conformité des dégagements constatée par la commission de sécurité, ce, plus particulièrement :

- pour les locaux de la mosquée, qui ne disposent à ce jour que d'une issue accessible par un escalier d'une unité de passage pour un effectif susceptible d'être accueilli de 920 personnes ;
- pour les personnes présentes dans le parc de stationnement, du fait de la condamnation des issues de secours ne permettant plus par conséquent de rejoindre la voie publique par les deux escaliers et ne disposant donc plus que des rampes avec l'incertitude de pouvoir sortir du bâtiment en cas de coupure d'énergie condamnant l'ouverture des portes sectionnelles ;
- pour certains commerces dont les issues de secours sont condamnées ou en nombre insuffisant.



D'autre part et dans le même sens, la commission de sécurité a constaté l'absence de dispositifs de sécurité dans les locaux de la mosquée. Ainsi, les fumées produites par un incendie à ce niveau ainsi qu'au 2<sup>ème</sup> sous-sol, pourraient se propager à l'ensemble des locaux de l'association occupés par de nombreuses personnes, sans pour autant pouvoir quitter les lieux du fait de la configuration des dégagements.

En aggravation des dispositions reprises ci-dessus, les personnes présentes dans le parc de stationnement auront toutes difficultés à rejoindre l'extérieur du fait de la défektivité totale de tout dispositif d'éclairage de sécurité.

Ainsi, compte tenu des éléments précités, le temps d'alarme, augmenté du temps d'évacuation qui doit être inférieur pour chaque occupant au délai de sécurité, au bout duquel le séjour dans les lieux sinistrés entraîne des lésions puis la mort, ne peut être garanti pour toutes les personnes présentes dans les niveaux -1 et -2 du bâtiment. De plus, ces dernières ne pourront compter sur une aide extérieure dans le délai de survie, du fait de la grande difficulté d'intervention pour les sapeurs-pompiers dans ce type de structure bâtiminaire.(...)

-L'urgence de la situation décrite,

### ■ Arrête :

**Article 1 :** En votre qualité d'administrateur judiciaire, désigné par jugement du TGI de Senlis en date du 15 juin 2017, représentant donc le syndicat des copropriétaires des locaux sis 1 rue du Mégret et 18 rue Gérard de Nerval, une mise en demeure d'exécuter les mesures suivantes dans les délais indiqués :

- 1) **Sous 15 jours**, de réunir les copropriétaires afin de satisfaire aux prescriptions posées par la commission de sécurité en page 8 du PV ci-joint soit : missionner un organisme agréé qui sera chargé de rédiger des Rapports de Vérification Réglementaires sur Mise en Demeure (RVRMD) relatifs à :
  - a. La conformité ou la capacité des installations techniques à satisfaire aux exigences réglementaires applicables à la date de dépôt des différentes autorisations de travaux ;
  - b. La conformité ou la capacité des dispositions constructives à satisfaire aux exigences réglementaires applicables à la date de dépôt des différentes autorisations de travaux, confirmant ou non l'isolement des différentes entités présentes dans le bâtiment ;
  - c. La vérification du bon état et du bon fonctionnement des installations techniques et moyens de secours présents dans le bâtiment (GE8).
- 2) **Dans les 15 jours suivants**, de faire prendre par les copropriétaires les dispositions pour libérer les cases, boxes et autres locaux en vue de la fermeture desdits locaux qui interviendra par la notification d'un arrêté municipal.

**Article 2 :** L'ouverture au public de ces locaux ne pourra intervenir qu'après :

- L'exécution des prescriptions posées en l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté
- A l'issue du diagnostic visé par le PV de la commission de sécurité du 14 février 2018, l'évaluation des travaux nécessaires pour rendre conforme aux normes de sécurité incendie ladite copropriété.
- L'élaboration avec un homme de l'art du (et/ou) des dossiers relatifs à l'ensemble desdits travaux
- Le dépôt du (et/ou) des dossiers requis auprès de la Ville de Creil pour instruction par la sous-commission départementale de sécurité,
- Si l'avis favorable de la sous-commission est recueilli, la réalisation des travaux d'aménagement et de mise aux normes de sécurité incendie des locaux concernés,
- la transmission des rapports de vérification technique après travaux et des rapports de contrôle à la commission communale de sécurité pour les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, rapports exempts de toute réserve majeure,
- une visite de contrôle desdits locaux par ladite commission et une autorisation de ré-ouverture dûment délivrée par arrêté municipal.

L'ensemble de ces prescriptions devront être réalisées dans le respect des délais réglementaires d'instruction des autorisations administratives nécessaires et de réalisation des travaux.

Envoyé en préfecture le 09/03/2018

Reçu en préfecture le 09/03/2018

Affiché le 09/03/2018

SLO

ID : 060-216001743-20180308-ARRG180309001-AR

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié aux intéressés, et transmis à :

- M. le sous-préfet de l'arrondissement
- M. le commissaire de police

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens sis - 14 rue Lemerchier - 80011 Amiens cedex 01 dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle il est devenu exécutoire.

Jean-Claude VILLEMMAIN

Pour le Maire et par délégation  
Le Directeur Général des Services

Francis LE PAPE



Maire de Creil,  
Conseiller Départemental de l'Oise

Creil, le 8 mars 2018

